

## **Pour Julien Bayou (EELV) « Le coronavirus est la démonstration des dérèglements du monde »**

Vendredi, 3 Avril, 2020

Entretien par Julia Hamlaoui

*Chaque jour de la semaine à venir, l'Humanité interroge les responsables de gauche sur leur vision du « jour d'après ». Aujourd'hui, la parole est donnée au secrétaire national d'EELV, Julien Bayou.*



### **Quel « monde d'après » appelle la crise que nous traversons ?**

**Julien Bayou.** Pour penser l'après, cette crise doit être considérée comme un révélateur de toutes les faiblesses et erreurs de ce système. Le coronavirus n'est pas qu'une crise sanitaire mais la démonstration du dérèglement du monde. Il faut donc partir du principe que ce qui ne fonctionne pas maintenant ne fonctionne pas tout court. C'est le cas pour la réforme des retraites ou celle de l'assurance-chômage. On mesure aussi désormais l'ampleur de toutes les inégalités qui jusqu'ici semblaient banales. Des caissiers, des infirmières, des routiers, des profs, mal payés, mal considérés, sont en fait l'ossature de notre pays. Il faut donc repenser l'échelle des valeurs, y compris salariale. Cet arrêt contraint est également une opportunité d'interroger les activités économiques. Par exemple, Orly est à l'arrêt. Ce serait un non-sens de repartir de plus bel sur le soutien aveugle aux compagnies aériennes quel que soit l'impact sur la santé et le dérèglement climatique. De même, si on considère impossible aujourd'hui que des entreprises qui reçoivent des aides de l'État versent des dividendes, cela doit perdurer.

### **La relocalisation des productions est remise sur le devant de la scène par Emmanuel Macron lui-même. Quelles mesures seraient nécessaires pour être à la hauteur ?**

**Julien Bayou.** Des mesures dans la droite ligne de ce que proposent les écologistes depuis longtemps : privilégier les circuits courts, un protectionnisme écologiste, social et solidaire aux

frontières de l'Europe et en finir avec les traités commerciaux. Quand les États-Unis peuvent, en renchérissant, racheter des masques sur le tarmac alors que les avions s'apprêtent à décoller, c'est la démonstration par l'absurde des failles de ce système. En outre, ce qui semblait utopique ou absurde hier devient aujourd'hui légitime et nécessaire. Hier, il était impossible de déroger à la règle des 3 % et aujourd'hui, quand l'essentiel est en jeu, c'est possible. Mais l'essentiel, c'est aussi de lutter contre les injustices sociales ou le dérèglement climatique.

**La question des biens communs est aussi au premier plan, en particulier les services publics, dont les moyens ont été amputés depuis des années. Croyez-vous au changement de cap de l'exécutif et que proposez-vous ?**

**Julien Bayou.** Les mandats de Macron et de ses prédécesseurs ont participé de ce monde où on soigne des milliardaires plutôt que de lutter contre la misère des gamins, où on fragilise l'hôpital, on défend les traités commerciaux et on se paie de mots sur l'écologie. Il est possible que les consciences changent. Mais en 2008, on a déjà vu de grands discours, notamment de Nicolas Sarkozy, sur la prétendue fin des paradis fiscaux. Je ne veux pas faire de procès en insincérité mais on ne peut pas se reposer sur de simples promesses. Le monde d'après ne pourra pas être inventé par Emmanuel Macron et Édouard Philippe seuls. Il est nécessaire de trouver les modalités pour mettre tout le monde autour de la table. Nous, nous allons établir nos propositions ce week-end lors de notre conseil fédéral puis nous les confronterons avec le travail des associations et des syndicats. Nous proposerons ensuite à l'exécutif d'accepter que le monde d'après ne descende pas de Jupiter mais plutôt qu'il monte des forces associatives, syndicales et politiques.

**Estimez-vous que le contrôle démocratique exercé actuellement est suffisant ?**

**Julien Bayou.** Pour l'instant, il ne l'est pas. Nous ne souhaitons pas mettre de peaux de banane en travers de l'action du gouvernement, mais il s'agit d'être vigilants, exigeants, sourcilieux sur les libertés collectives et individuelles. À l'issue de la période, une analyse sera à faire des mesures prises et de leurs potentiels excès. En particulier, l'état d'urgence sanitaire, un mauvais copier-coller de la loi de 1955, sera à corriger pour restreindre les atteintes aux libertés. Au-delà, demeure aussi le problème de la démocratie par intermittence : vous votez une fois et vous n'avez plus le droit à la parole pendant cinq ans. L'enjeu est de fédérer le pays en constatant la soif de valeurs collectives d'entraide et de coopération, de protection et de développement des biens communs.

**Interrogé sur une éventuelle ouverture à droite, Yannick Jadot a affirmé privilégier le modèle du CNR à celui du Front populaire. Partagez-vous cette idée ?**

**Julien Bayou.** Pour ma part, j'aime la référence au Front populaire car je pense nécessaire d'obtenir l'équivalent de nouveaux accords de Matignon. Mais nous voulons mener la transition écologique avec toute personne convaincue de son caractère indispensable, d'où qu'elle vienne. Dans cette période, nous avons besoin, en matière de démocratie, d'État-providence, d'investissements pour la transition écologique, d'indépendance des médias, de nouveaux droits, d'un sursaut à la hauteur du programme des Jours heureux du CNR. Un sursaut qui déborde les clivages à partir du moment où on se met d'accord sur le chemin.